

L'Industrielle Alliance termine le premier trimestre de 2009 avec un bénéfice net de 46,2 millions de dollars et une solidité financière renforcée

Le dividende est renouvelé à 0,2450 \$ par action ordinaire

Québec, le 6 mai 2009 – En dépit d'un contexte économique et financier toujours difficile, l'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc. (« Industrielle Alliance » ou « la société ») termine le premier trimestre de 2009 avec un bénéfice net aux actionnaires ordinaires de 46,2 millions de dollars, un rendement des capitaux propres de 11,2 %, des ventes nettes positives dans tous les secteurs d'activité, une progression des ventes d'assurance vie individuelle dans le marché de la famille, un ratio de solvabilité renforcé à 204 %, ce qui se situe au-dessus de la fourchette de 175 % à 200 % retenue comme objectif par la société, et des placements de grande qualité, avec à peine 0,06 % du portefeuille composé de placements douteux nets.

« Malgré la fragilité des marchés financiers et le ralentissement économique, nous continuons de présenter des résultats très satisfaisants, a déclaré Yvon Charest, président et chef de la direction. Le bénéfice est positif, le rendement est relativement élevé, la solidité financière reste très forte, la qualité des placements demeure excellente, la valeur comptable de la société est en progression et nous avons toujours une bonne marge de manœuvre pour pouvoir absorber des chocs importants des marchés boursiers. Nous avons également continué à prendre des mesures afin de solidifier encore davantage notre bilan. Nous avons notamment procédé à une émission de 100 millions de dollars de débetures subordonnées au cours du trimestre et nous avons continué à gérer activement notre portefeuille de placements afin d'en optimiser la composition et le rendement. »

La bonne solidité financière de la société a permis au conseil d'administration d'annoncer le versement d'un dividende trimestriel de 0,2450 \$ par action ordinaire. Ce dividende est le même que celui annoncé au dernier trimestre et supérieur de 9 % à celui annoncé l'année dernière pour la même période. La société rappelle que son plan d'affaires prévoit le maintien du dividende trimestriel aux actionnaires ordinaires au niveau actuel pour l'année 2009.

Faits saillants			
(En millions de dollars, sauf indication contraire)	T1 2009	T1 2008	Variation
Bénéfice net aux actionnaires ordinaires	46,2	61,7	(25 %)
Bénéfice par action ordinaire (dilué)	0,58 \$	0,76 \$	(0,18 \$)
Rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires	11,2 %	14,5 %	(330 pbs)
Primes et dépôts	1 238,5	1 418,4	(13 %)
	31 mars 2009	31 décembre 2008	31 mars 2008
Actif sous gestion et sous administration	49 731,5	49 472,2	50 326,5
Ratio de solvabilité	204 %	199 %	188 %
Placements douteux nets	8,4	8,8	17,1
Placements douteux nets en % des placements totaux	0,06 %	0,06 %	0,12 %

Voici les principaux résultats de la société pour le premier trimestre au chapitre de la rentabilité, de la croissance des affaires et de la solidité financière.

Rentabilité

L'Industrielle Alliance termine le premier trimestre de 2009 avec un bénéfice net aux actionnaires ordinaires de 46,2 millions de dollars, comparativement à 61,7 millions de dollars pour la même période en 2008. Ce résultat se traduit par un bénéfice par action ordinaire dilué de 0,58 \$ (0,76 \$ au premier trimestre de 2008) et par un rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires de 11,2 % sur base annualisée (14,5 % au premier trimestre de 2008).

Les résultats du trimestre ont profité d'un gain de 7,5 millions de dollars après impôts (0,10 \$ par action ordinaire) résultant de l'évolution favorable de l'écart entre la valeur marchande des instruments de dette et celle de l'actif sous-jacent. On se souviendra que les instruments de dette ont été classés « détenus à des fins de transactions » au moment de l'entrée en vigueur des nouvelles normes comptables, le 1^{er} janvier 2007. Ainsi, tout écart entre la variation de la valeur marchande des instruments de dette et celle de l'actif correspondant doit être reconnu immédiatement à l'état des résultats. Cet écart devrait cependant se résorber graduellement d'ici l'échéance des instruments de dette, soit au cours des cinq prochaines années.

Les résultats du trimestre ont par ailleurs été touchés par le contexte économique et financier actuel, lequel est venu retrancher environ 9,9 millions de dollars après impôts (0,12 \$ par action ordinaire) au bénéfice attendu de la société.

- La baisse des marchés boursiers a notamment amputé le bénéfice de la société de l'ordre de 5,8 millions de dollars après impôts (0,07 \$ par action ordinaire), par rapport à celui attendu. On sait que l'indice S&P/TSX de la Bourse de Toronto a été très volatil au cours du trimestre, subissant de fortes pressions à la baisse pendant quelques semaines, avant de regagner une bonne partie du terrain perdu et finalement clôturer le trimestre en baisse de 3 % par rapport au 31 décembre 2008. La baisse des marchés a notamment eu pour effet :
 - de réduire de 3,9 millions de dollars après impôts les revenus provenant des honoraires perçus sur les fonds de placement gérés par la société. Ce manque à gagner a touché principalement le secteur de la Gestion de patrimoine individuel, mais également, quoique dans une moindre mesure, celui des Rentes collectives;
 - de diminuer de 1,3 million de dollars après impôts les revenus futurs escomptés sur les fonds des polices universelles. Ce manque à gagner a touché uniquement le secteur de l'Assurance individuelle;
 - d'abaisser de 0,6 million de dollars après impôts le revenu sur le capital. Ce manque à gagner provient notamment de la diminution de la valeur des capitaux de lancement ainsi que de la baisse des revenus provenant d'une société d'assurance vie dans laquelle l'Industrielle Alliance possède une participation de 45 %.
- Le contexte financier a pour sa part fait reculer le bénéfice de la société de 0,7 million de dollars après impôts (0,01 \$ par action ordinaire), à la suite de la dévaluation permanente d'un titre obligataire.
- La situation économique a, de son côté, contribué à faire grimper les demandes de règlement en assurance collective, notamment pour la garantie d'assurance invalidité de longue durée. Cette hausse a engendré une perte d'expérience de 3,4 millions de dollars après impôts (0,04 \$ par action ordinaire).

Incidence du contexte économique et financier sur le bénéfice net aux actionnaires ordinaires du premier trimestre, par composantes

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Avant impôts	Après impôts	Par action ordinaire
Baisse des marchés boursiers			
Honoraires de gestion inférieurs à ceux anticipés sur les fonds de placement	(5,5)	(3,9)	(0,05 \$)
Revenus futurs escomptés sur les fonds des polices universelles	(1,8)	(1,3)	(0,01 \$)
Revenu sur le capital	(0,8)	(0,6)	(0,01 \$)
Total partiel	(8,1)	(5,8)	(0,07 \$)
Crédit	(1,0)	(0,7)	(0,01 \$)
Économie	(4,6)	(3,4)	(0,04 \$)
Total	(13,7)	(9,9)	(0,12 \$)

À noter que les éléments indiqués ci-dessus ont touché autant le bénéfice d'exploitation que le revenu sur le capital de la société. L'incidence de ces divers éléments, par secteurs d'activité, est indiquée dans le tableau ci-dessous.

Incidence du contexte économique et financier sur le bénéfice net aux actionnaires ordinaires du premier trimestre, par secteurs d'activité							
(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Marchés boursiers	Crédit	Économie	Total	Total	Après répartition	Par action
						du revenu sur le capital	ordinaire (dilué)
Bénéfice (perte) d'exploitation	(Avant impôts)				(Après impôts)	(Après impôts)	
Assurance individuelle	(2,0)	--	--	(2,0)	(1,5)	(2,5)	(0,03 \$)
Gestion de patrimoine individuel	(5,1)	--	--	(5,1)	(3,6)	(3,6)	(0,05 \$)
Assurance collective	--	--	(4,6)	(4,6)	(3,4)	(3,6)	(0,04 \$)
Rentes collectives	(0,2)	--	--	(0,2)	(0,1)	(0,2)	--
Total partiel	(7,3)	--	(4,6)	(11,9)	(8,6)	(9,9)	(0,12 \$)
Revenu sur le capital	(0,8)	(1,0)	--	(1,8)	(1,3)	--	--
Total – Avant impôts	(8,1)	(1,0)	(4,6)	(13,7)	--	--	--
Total – Après impôts	(5,8)	(0,7)	(3,4)	(9,9)	(9,9)	--	--
Par action ordinaire (dilué)	(0,07 \$)	(0,01 \$)	(0,04 \$)	(0,12 \$)	(0,12 \$)	--	--

Voici quelques points supplémentaires à souligner relativement à la rentabilité de la société au premier trimestre.

- *Actions appartenant les engagements à long terme et garantie des fonds distincts* – La société n'a pas eu à augmenter les provisions mathématiques pour les actions appartenant les engagements à long terme et n'a toujours pas besoin de conserver de provisions pour la garantie des fonds distincts, selon les normes de pratique de l'industrie. On se souviendra que la société avait renforcé ses provisions mathématiques, à la fin de 2008, afin d'être en mesure d'absorber une baisse des marchés boursiers de l'ordre de 13 %, par rapport au niveau atteint à la fin de 2008. La société ne prévoit pas avoir à renforcer ses provisions mathématiques pour les actions appartenant les engagements à long terme, y compris pour la garantie des fonds distincts, tant que l'indice S&P/TSX demeurera au-dessus de 7 850 points environ.
- *Drain sur les ventes d'assurance individuelle* – La charge à l'établissement des nouveaux contrats (le *drain*) s'élève à 20,8 millions de dollars pour le premier trimestre, ce qui représente 66 % des ventes d'assurance individuelle (les ventes sont mesurées selon les primes annualisées de première année). Le *drain* en pourcentage des ventes dépasse la fourchette de 50 % à 55 % visée par la société à moyen terme. Cet écart provient principalement de la forte baisse des ventes de la composante épargne des polices universelles.
- *Assurance auto et habitation* – La filiale d'assurance auto et habitation connaît un meilleur début d'année qu'en 2008. La sinistralité est conforme aux attentes, de sorte que la société termine le premier trimestre avec une perte nette de 0,8 million de dollars (il est normal pour une société d'assurance de dommages de terminer le premier trimestre avec une perte, puisque le premier trimestre couvre la période hivernale). Ce résultat se compare à une perte nette de 1,4 million de dollars au premier trimestre de 2008, alors que la société avait dû subir un hiver extrêmement rigoureux. À titre indicatif, la filiale d'assurance auto et habitation avait réalisé un bénéfice net de 2,4 millions de dollars pour l'année financière 2008 au complet.
- *Taux d'impôt effectif* – Le taux d'impôt effectif se situe à 27,4 % pour le premier trimestre, ce qui est légèrement inférieur au taux de 28,0 % obtenu au premier trimestre de 2008, si l'on fait abstraction du gain d'impôts de 4,0 millions de dollars inscrit au cours du premier trimestre de l'année dernière. Ce taux est légèrement supérieur aux attentes de la société, qui estime que le taux d'impôt effectif devrait se situer autour de 26 % à 27 % à moyen terme.
- *Papiers commerciaux non bancaires adossés à des actifs* – La restructuration des papiers commerciaux non bancaires adossés à des actifs (PCAA) a été complétée le 21 janvier 2009. Les PCAA ont alors été échangés contre des billets portant intérêt à taux flottant. Trois catégories de billets ont été créées, selon les caractéristiques de l'actif sous-jacent : actif traditionnel, actif synthétique et actif non admissible. Ces trois catégories portent une date

d'échéance équivalente à celle de l'actif sous-jacent. La société possède maintenant, à la suite de la restructuration, des PCAA pour une valeur nominale de 103,2 millions de dollars (104,1 millions de dollars avant la restructuration). Les PCAA se répartissent ainsi parmi les trois catégories de billets : actif traditionnel : 40 %; actif synthétique : 51 %; et actif non admissible : 9 %. Les nouveaux billets font l'objet d'une évaluation régulière. Selon la plus récente évaluation, la dévaluation de 29 % prise par la société sur les PCAA jusqu'à ce jour est toujours adéquate.

Croissance des affaires

Voici les principaux faits saillants du premier trimestre en ce qui touche la croissance des affaires.

Primes et dépôts – Après plusieurs années de forte croissance, les primes et dépôts ont subi l'incidence de la morosité économique. Celle-ci a en effet freiné l'ardeur des consommateurs pour les produits destinés aux particuliers (produits d'épargne et d'investissement), sans toutefois empêcher la croissance de se poursuivre pour les produits destinés aux groupes. La poussée des primes dans les secteurs aux groupes n'a cependant pas été suffisante pour effacer la faiblesse dans les secteurs aux particuliers, de sorte que le premier trimestre se termine avec des primes et dépôts de 1,2 milliard de dollars, en baisse de 13 % par rapport au trimestre correspondant en 2008.

Primes et dépôts			
(En millions de dollars, sauf indication contraire)	T1 2009	T1 2008	Variation
Assurance individuelle	226,6	226,0	0 %
Gestion de patrimoine individuel	589,0	792,7	(26 %)
Assurance collective	232,6	219,3	6 %
Rentes collectives	157,6	149,6	5 %
Assurance de dommages	32,7	30,8	6 %
Total	1 238,5	1 418,4	(13 %)

Ventes – Voici les principaux faits saillants en ce qui touche les ventes par secteurs d'activité.

- *Assurance individuelle* – Les ventes dans le secteur de l'Assurance individuelle ont continué de progresser dans le marché de la famille, mais ont reculé dans le marché de la clientèle à revenu élevé, de sorte que, au total, le secteur termine le trimestre avec des ventes à la baisse de 7 % par rapport à la même période l'an dernier. Les polices d'assurance servant à des fins de planification financière ont vu leurs ventes diminuer passablement au cours du trimestre, en raison de l'instabilité des marchés (les « primes excédentaires » ont reculé de 36 %), alors que les polices servant à couvrir les besoins de base en assurance pour la famille ont vu leurs augmenter (les « primes minimales » ont progressé de 2 % au cours du trimestre). De plus, le niveau d'activité parmi les représentants est resté soutenu au début de l'année, puisque le nombre de polices vendues a été à la hausse de 3 % au cours du trimestre. On sait que les primes minimales et le nombre de polices vendues sont deux des composantes les plus importantes utilisées par la société pour mesurer la rentabilité du secteur.
- *Gestion de patrimoine individuel* – La chute des marchés boursiers a continué à ralentir les ventes des produits d'épargne et d'investissement. En dépit de ventes records de produits de dépôt, comme les certificats de placement garanti (qui ont bondi de 21 %), les ventes du secteur de la Gestion de patrimoine individuel accusent un recul de 26 % pour le premier trimestre par rapport à la même période l'an dernier. Les ventes nettes de fonds distincts et de fonds mutuels continuent malgré tout à être positives, totalisant 166,7 millions de dollars pour le premier trimestre. La société termine ainsi le premier trimestre au 4^e rang au chapitre des ventes nettes de fonds distincts, avec une part de marché de 7,3 %. Pour les fonds mutuels, la société continue de gagner des parts de marché, alors que sa filiale Placements IA Clarington termine le premier trimestre au 10^e rang au chapitre des ventes nettes de fonds à long terme, comparativement à un 19^e rang en termes d'actif. La vaste gamme de fonds de la société, leur bonne performance relative au cours des derniers trimestres et l'envergure des réseaux de distribution de la société devraient contribuer à relancer les ventes dès que les marchés seront plus stables.

- *Assurance collective pour les régimes d'employés* – Après avoir atteint des records au premier trimestre de l'an dernier, les ventes du secteur de l'Assurance collective pour les régimes d'employés ont reculé quelque peu cette année, totalisant 24,4 millions de dollars, en baisse de 12 % par rapport à la même période en 2008. L'activité de soumission a été au ralenti au premier trimestre, en raison notamment de la morosité économique ambiante, et le secteur a conclu peu de ventes à des groupes de grande taille. Les ventes ont par contre été très fortes à l'extérieur du Québec, grâce aux liens étroits tissés au cours des dernières années avec de nouveaux distributeurs. En fait, plus de la moitié des ventes sont venues de l'extérieur du Québec au premier trimestre, conformément à la volonté de la société d'étendre ses activités à la grandeur du pays.
- *Assurance collective des débiteurs* – La baisse des ventes d'automobiles a finalement eu raison du secteur de l'Assurance collective des débiteurs, dont les ventes ont chuté de 22 % au cours du premier trimestre par rapport à la même période en 2008, pour atteindre 29,3 millions de dollars. Les ventes de véhicules légers ont également diminué de 22 % au cours du premier trimestre au Canada. On sait que les ventes de ce secteur sont tributaires des ventes d'automobiles, puisque les produits sont distribués principalement par les concessionnaires d'automobiles. Rappelons que la société est un chef de file au Canada depuis plusieurs années dans le marché de l'assurance des débiteurs auprès des concessionnaires d'automobiles.
- *Assurance pour les marchés spéciaux (SMG)* – Le secteur de l'Assurance pour les marchés spéciaux (SMG) continue sa progression régulière, avec des ventes de 28,7 millions de dollars, en hausse de 3 % par rapport à la même période l'année précédente. On sait que ce secteur se spécialise dans certains créneaux d'assurance sous-exploités par les fournisseurs de produits d'assurance traditionnels.
- *Rentes collectives* – Le secteur des Rentes collectives a connu un autre bon trimestre, avec des ventes de 157,6 millions de dollars, en hausse de 5 % par rapport à la même période de l'année dernière. La hausse des ventes s'explique principalement par la signature d'ententes avec quelques groupes de grande envergure dans le créneau des produits d'épargne (produits d'accumulation). Les ventes accusent cependant une baisse pour les produits de rentes (produits de décaissement), alors que la société continue à privilégier l'atteinte des marges bénéficiaires à la croissance des affaires. Tout comme pour le secteur de l'Assurance collective pour les régimes d'employés, plus de la moitié des ventes du secteur se sont effectuées à l'extérieur du Québec au cours du premier trimestre, conformément à la volonté de la société de prendre de l'expansion partout au pays.

Ventes¹			
(En millions de dollars, sauf indication contraire)	T1 2009	T1 2008	Variation
Assurance individuelle			
Primes minimales	26,3	25,8	2 %
Primes excédentaires	5,2	8,1	(36 %)
Total	31,5	33,9	(7 %)
Gestion de patrimoine individuel			
Fonds général	122,2	101,4	21 %
Fonds distincts	217,7	291,5	(25 %)
Fonds mutuels	249,1	399,8	(38 %)
Total	589,0	792,7	(26 %)
Assurance collective			
Régimes d'employés	24,4	27,8	(12 %)
Assurance des débiteurs	29,3	37,4	(22 %)
Marchés spéciaux (SMG)	28,7	28,0	3 %
Rentes collectives	157,6	149,6	5 %

Actif sous gestion et sous administration – Les entrées nettes de fonds positives de tous les secteurs d'activité ont été en partie effacées par la baisse des marchés au cours du premier trimestre, de sorte que l'actif sous gestion et sous administration totalise 49,7 milliards de dollars au 31 mars 2009, en hausse de 1 % pour le trimestre.

Actif sous gestion et sous administration			
(En millions de dollars)	31 mars 2009	31 décembre 2008	31 mars 2008
Actif sous gestion	30 416,8	30 213,8	32 790,3
Actif sous administration	19 314,7	19 258,4	17 536,2
Total	49 731,5	49 472,2	50 326,5

Valeur ajoutée des ventes – La valeur ajoutée des ventes a diminué de 12 % (ou de 3,8 millions de dollars) au premier trimestre par rapport à la période équivalente de l'année dernière, pour s'établir à 28,4 millions de dollars (0,35 \$ par action ordinaire). Le recul des ventes de plusieurs secteurs d'activité, mais plus particulièrement du secteur de la Gestion de patrimoine individuel, a fait perdre 6,6 millions de dollars à la valeur ajoutée des ventes. Cette baisse a cependant été compensée en partie par une amélioration des marges bénéficiaires et une composition des ventes favorable, qui ont fait augmenter la valeur ajoutée des ventes de 0,9 million de dollars, et par la diminution du taux d'escompte (conséquence de la baisse des taux d'intérêt), qui a fait augmenter la valeur ajoutée des ventes de 1,9 million de dollars.

Solidité financière

Voici les principaux faits saillants du premier trimestre en ce qui touche la solidité financière.

Solvabilité – Malgré la volatilité affichée par les marchés financiers, la solidité financière de la société a continué de s'améliorer. Le ratio de solvabilité s'établissait en effet à 204 % au 31 mars 2009, ce qui est supérieur de 5 points de pourcentage à celui au 31 décembre 2008 (199 %) et supérieur au haut de la fourchette de 175 % à 200 % retenue comme objectif par la société.

La hausse du ratio de solvabilité est principalement attribuable à l'apport de capital résultant de l'émission de 100 millions de dollars de débentures subordonnées. Cette émission a ajouté 10 points de pourcentage au ratio de solvabilité.

En revanche, le ratio de solvabilité a subi une pression à la baisse en raison, notamment, des exigences de capital relatives à la garantie des fonds distincts. Ces exigences ont réduit le ratio de solvabilité de 4 points de pourcentage. On sait que la société devait commencer à considérer des exigences de capital pour la garantie des fonds distincts lorsque l'indice S&P/TSX tombait sous la barre des 9 000 points. Or, la Bourse de Toronto a clôturé à 8 720 points le 31 mars 2009. À noter cependant que la société n'a toujours pas besoin de conserver de provisions mathématiques pour la garantie des fonds distincts, selon les normes de pratique de l'industrie.

Capitalisation – Le capital de la société s'établissait à 2 390,4 millions de dollars au 31 mars 2009, ce qui représente une hausse de 5 % (119,6 millions de dollars) par rapport au 31 décembre 2008. Cette hausse s'explique principalement par l'apport de capital résultant de l'émission de 100 millions de dollars de débentures subordonnées de même que par l'augmentation des bénéfices non répartis, résultat du bénéfice du trimestre réduit des paiements de dividendes aux actionnaires ordinaires.

Valeur comptable – La valeur comptable par action ordinaire s'établissait à 20,70 \$ au 31 mars 2009, en hausse de 2 % par rapport à la valeur au 31 décembre 2008. Cette hausse s'explique essentiellement par l'augmentation des bénéfices non répartis, résultat du bénéfice du trimestre réduit des paiements de dividendes aux actionnaires ordinaires.

Levier financier – L'émission des débetures subordonnées au cours du premier trimestre a fait augmenter le ratio d'endettement, qui demeure toujours néanmoins à un niveau prudent. Ainsi, le ratio d'endettement s'établissait à 19,9 % au 31 mars 2009 (17,0 % au 31 décembre 2008), si l'on ne tient compte que des débetures dans les éléments de dette, et à 29,3 % (26,8 % au 31 décembre 2008), si l'on y ajoute les actions privilégiées.

Qualité des placements – La qualité des placements est restée bonne au cours du premier trimestre, malgré le contexte économique difficile qui continue de prévaloir. Voici quelques-uns des faits saillants du trimestre :

- En ce qui concerne les dévaluations de titres, la société a réduit de 1,0 million de dollars avant impôts (0,7 million de dollars après impôts ou 0,01 \$ par action ordinaire) la valeur d'un titre obligataire qui a été fragilisé par le contexte financier actuel.
- Les placements douteux nets ont diminué au cours du trimestre, passant de 8,8 millions de dollars au 31 décembre 2008 à 8,4 millions de dollars au 31 mars 2009. La proportion des placements douteux nets représente à peine 0,06 % des placements totaux, soit la même proportion qu'à la fin de 2008.
- La proportion des titres obligataires cotés BB et moins a été à la hausse légèrement au cours du trimestre, passant de 0,23 % du portefeuille au 31 décembre 2008 à 0,26 % au 31 mars 2009. Cette hausse s'explique principalement par le fait que les papiers commerciaux non bancaires adossés à des actifs (PCAA), qui ont été restructurés en janvier dernier en billets à taux flottant, font maintenant partie du portefeuille obligataire. Tous les PCAA qui ne sont pas notés par les agences de notation ont été classifiés dans la catégorie BB et moins.
- La qualité du portefeuille hypothécaire est demeurée excellente, aucun nouveau prêt n'étant tombé en défaut au premier trimestre. Le taux de délinquance est ainsi resté stable à 0,26 % du portefeuille entre le 31 décembre 2008 et le 31 mars 2009. Les prêts délinquants ne représentent que 9,1 millions de dollars sur un portefeuille de 3,5 milliards de dollars, dont 7,3 millions de dollars pour les prêts non assurés.
- Le taux d'occupation des immeubles est resté élevé, et stable, au cours du trimestre. Le taux d'occupation s'élevait à 94,2 % au 31 mars 2009 (94,0 % au 31 décembre 2008). La valeur marchande du portefeuille immobilier dépasse également toujours largement la valeur comptable.

Indices de qualité des placements			
(En millions de dollars, sauf indication contraire)	31 mars 2009	31 décembre 2008	31 mars 2008
Placements douteux nets	8,4	8,8	17,1
Placements douteux nets en % des placements totaux	0,06 %	0,06 %	0,12 %
Obligations – Titres cotés BB et moins	0,26 %	0,23 %	0,11 %
Prêts hypothécaires – Taux de délinquance	0,26 %	0,26 %	0,33 %
Immeubles – Taux d'occupation	94,2 %	94,0 %	96,2 %

Notons par ailleurs qu'il y a eu très peu de changements au cours du dernier trimestre en ce qui touche les titres qui font les manchettes. La société ne détient notamment : aucun investissement dans le marché américain des prêts hypothécaires à haut risque; aucun investissement dans des titres garantis par des sociétés de garanties financières; un investissement de 0,7 million de dollars dans les sociétés américaines Freddie Mac et Fannie Mae; aucune exposition aux titres de Nortel, de Teck Cominco, de CanWest et d'Abitibi Bowater; un investissement de 11 millions de dollars dans des titres adossés à des actifs aux États-Unis; un investissement inférieur à 25 millions de dollars dans des titres de sociétés financières au Royaume-Uni, dont seulement 3 millions de dollars dans des billets de capital; et une exposition minimale aux titres actuellement les plus médiatisés des secteurs de l'aviation, de l'automobile, des télécommunications et de l'imprimerie.

Voici trois autres éléments d'information touchant la qualité des placements :

- les pertes brutes non réalisées sur les titres à revenu fixe classés « disponibles à la vente » s'élèvent à 58,5 millions de dollars au 31 mars 2009, en baisse par rapport à 65,3 millions de dollars au 31 décembre 2008;
- les pertes nettes non réalisées sur les titres à revenu fixe classés « disponibles à la vente » s'élèvent à 44,8 millions de dollars au 31 mars 2009, en baisse par rapport à 52,3 millions de dollars au 31 décembre 2008;
- les pertes non réalisées sur les obligations dont la valeur marchande est inférieure à la valeur nominale de 20 % ou plus depuis six mois ou plus s'élèvent à 44,7 millions de dollars au 31 mars 2009, comparativement à 12,7 millions de dollars au 31 décembre 2008. La majeure partie de ces titres sont classés « détenus à des fins de transactions ».

Dans le contexte actuel des marchés financiers, la société continue de surveiller étroitement son portefeuille de placements et demeure à l'affût de tous les développements qui pourraient avoir une incidence, dans un sens ou dans un autre, sur la qualité de son portefeuille.

Mesures financières non conformes aux PCGR

La société publie son information financière conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR). De plus, la société utilise, à l'occasion, certaines mesures financières non conformes aux PCGR – données ajustées – touchant, notamment, le bénéfice, le bénéfice par action et le rendement des capitaux propres. Les mesures financières non conformes aux PCGR sont toujours clairement indiquées, accompagnées des mesures financières conformes aux PCGR et comparées avec ces dernières afin d'en établir la concordance. La société est d'avis que ces mesures non conformes aux PCGR fournissent des renseignements utiles aux investisseurs et aux analystes financiers afin qu'ils puissent mieux comprendre les résultats financiers et effectuer une meilleure analyse du potentiel de croissance et de rentabilité de la société. Ces mesures financières non conformes aux PCGR présentent une autre façon d'évaluer des aspects des activités de la société et peuvent faciliter la comparaison des résultats d'une période par rapport à une autre. Comme les mesures financières non conformes aux PCGR n'ont pas de définition normalisée, il est possible qu'elles diffèrent des mesures financières non conformes aux PCGR utilisées par d'autres sociétés. La société incite fortement les investisseurs à consulter l'intégralité de ses états financiers et de ses autres rapports déposés auprès d'organismes publics, et à ne pas se fier à une mesure financière unique, quelle qu'elle soit. À noter que les données relatives au ratio de solvabilité, à la valeur intrinsèque et à la valeur ajoutée des ventes, ainsi que, comme nous l'avons indiqué ci-dessus, les données ajustées ne sont pas assujetties aux PCGR.

Énoncés prospectifs

Ce communiqué peut contenir des énoncés prospectifs sur les activités, les objectifs et les stratégies de l'Industrielle Alliance, ainsi que sur la situation financière de la société et son rendement. De façon générale, on peut reconnaître, mais pas toujours, la nature prospective de tels énoncés à l'usage de mots tels que « pouvoir », « s'attendre à », « prévoir », « avoir l'intention de », « croire », « estimer », « être d'avis », « continuer » ou d'autres expressions semblables, dans leur forme affirmative, négative ou conditionnelle. Sauf indication contraire, toute information prospective présentant des résultats prospectifs sur les activités, la situation financière ou les flux de trésorerie a été approuvée par la direction à la date du présent communiqué. Les énoncés prospectifs comportent des risques ainsi que des incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats, le rendement ou les réalisations réels de l'Industrielle Alliance s'écartent sensiblement des résultats, du rendement ou des réalisations futurs exprimés ou suggérés dans les énoncés prospectifs. Parmi les facteurs susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels et les résultats prévisionnels de la société, mentionnons l'évolution de la réglementation gouvernementale ou des lois fiscales, la concurrence, l'évolution technologique, les marchés financiers mondiaux, les taux d'intérêt, l'évolution des données démographiques, les fluctuations de la demande et les changements de comportement des consommateurs à l'égard des produits et des services de la société, la survenance d'événements catastrophiques et les conditions économiques générales au Canada ou ailleurs dans le monde. Les lecteurs trouveront une description des facteurs importants qui pourraient influencer sur les énoncés prospectifs dans le rapport de gestion du plus récent rapport annuel de l'Industrielle Alliance. Cette liste de facteurs ne contient pas tous ceux qui pourraient avoir une influence sur quelque énoncé

prospectif que ce soit de l'Industrielle Alliance. Ces facteurs et d'autres doivent être analysés de près et les lecteurs ne doivent pas se fier indûment aux énoncés prospectifs de l'Industrielle Alliance. Lorsque des énoncés prospectifs sont par ailleurs donnés à titre indicatif sur les résultats financiers futurs de l'Industrielle Alliance, ils ont pour but d'aider les investisseurs à comprendre l'incidence des plans et des objectifs actuels de la société sur son bénéfice. La société peut également faire part d'objectifs de temps à autre. Un objectif doit être interprété comme un énoncé sur les buts visés par la direction dans sa gestion de la société, et non comme une prévision que l'objectif sera atteint. L'Industrielle Alliance ne s'engage nullement à réviser ces énoncés prospectifs ni à en publier une mise à jour pour tenir compte d'événements, de circonstances ou de faits postérieurs à la date du présent communiqué, qu'ils soient prévisibles ou non, à moins d'y être tenue selon les lois sur les valeurs mobilières applicables.

Conférence téléphonique

La direction tiendra une conférence téléphonique pour présenter les résultats de la société le mercredi 6 mai 2009, à 11 h 30 (HAE). Pour écouter la conférence téléphonique, il suffira de composer le 1 800 891-8794 (sans frais). La conférence téléphonique sera également disponible en différé, pendant une semaine, à compter de 14 h le mercredi 6 mai 2009. Pour écouter la conférence téléphonique en différé, il suffira de composer le 1 800 558-5253 (sans frais) et d'entrer le code d'accès 21417730. Une webdiffusion de la conférence téléphonique (en mode audio seulement) sera également disponible à partir du site de l'Industrielle Alliance, à l'adresse www.inalco.com, de même qu'à partir du site de CNW, à l'adresse www.cnw.ca.

À propos de l'Industrielle Alliance

Fondée en 1892, l'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc. est une société d'assurance de personnes qui offre une gamme variée de produits d'assurance vie et maladie, d'épargne et de retraite, de REER, de fonds mutuels et de fonds distincts, de valeurs mobilières, d'assurance auto et habitation, de prêts hypothécaires ainsi que d'autres produits et services financiers. Quatrième société d'assurance de personnes en importance au Canada, l'Industrielle Alliance est à la tête d'un grand groupe financier, présent dans toutes les régions du pays de même que dans l'ouest des États-Unis. L'Industrielle Alliance contribue au mieux-être financier de plus de 3 millions de Canadiens et de Canadiennes, emploie plus de 3 400 personnes et administre et gère un actif de plus de 49 milliards de dollars. Le titre de l'Industrielle Alliance est inscrit à la Bourse de Toronto, sous le symbole IAG. L'Industrielle Alliance compte parmi les 100 sociétés publiques les plus importantes au Canada.

Notes

- 1) Les ventes (nouvelles affaires) sont définies de la façon suivante pour chacun des secteurs d'activité : Assurance individuelle : primes annualisées de première année; Gestion de patrimoine individuel : primes pour le fonds général et les fonds distincts et dépôts pour les fonds mutuels; Assurance collective pour les régimes d'employés : primes annualisées de première année, comprenant les équivalents de primes (contrats de services administratifs seulement); Assurance collective des débiteurs : primes brutes (primes avant réassurance); Assurance collective pour les marchés spéciaux (SMG) : primes; Rentes collectives : primes.

- 30 -

Information

Analystes et investisseurs

Manon Gauthier
Directrice, Relations avec les investisseurs
Tél. bureau : 418 780-5945
Cellulaire : 581 888-1561
Courriel : manon.gauthier@inalco.com
Site Internet : www.inalco.com

Médias

Jacques Carrière
Vice-président, Relations avec les investisseurs
Tél. bureau : 418 684-5275
Cellulaire : 418 576-3624
Courriel : jacques.carriere@inalco.com
Site Internet : www.inalco.com